



Paris, le 30 octobre 2019

À la veille de l'hiver, le Collectif des associations unies appelle à une mobilisation nationale pour les personnes à la rue

Le Collectif des associations unies s'inquiète vivement de la situation dramatique des personnes sans abri à la veille du lancement d'un nouveau plan hivernal par le gouvernement. À Paris, 1 600 personnes en famille - dont la moitié d'enfants - sollicitent chaque jour le 115 sans obtenir de solution, soit un triplement des appels d'urgence en 4 ans. La situation est tout aussi critique dans plusieurs grandes villes, notamment à Lyon, Nantes, Toulouse, Rennes ou Bordeaux. À la saturation du 115 et des centres d'accueil, s'ajoute le développement de bidonvilles, de squats et de campements au sein desquels survivent des personnes confrontées à des conditions de vie sanitaires et sociales totalement indignes de la 6^{ème} puissance économique mondiale. L'augmentation du nombre de personnes à la rue s'explique aussi par le non-respect du principe d'accueil inconditionnel constaté dans plusieurs territoires avec un « tri » des personnes sans domicile fixe imposé aux SIAO (Service Intégré d'Accueil et d'Orientation) et structures d'hébergement.

Si le budget de l'hébergement augmente en 2020, **les associations du Collectif constatent régulièrement une régression des conditions d'accueil proposées aux personnes les plus fragiles dans le cadre du plan hiver** : manque d'anticipation des besoins sur les territoires, ouverture des places en fonction du seul critère des températures, sélection des publics à l'entrée de l'hébergement, mise à l'abri sans accompagnement social avec des remises à la rue en journée. Une fois encore, ce plan est circonscrit dans le temps et les solutions temporaires prendront fin le 31 mars. La « gestion au thermomètre » de l'hébergement que dénonce le Collectif depuis des années perdure et ne permet pas d'offrir des solutions stables, dignes, inconditionnelles et pérennes pour les personnes concernées. Si le plan quinquennal « Logement d'abord » engagé en 2017 a permis d'augmenter la production de logements en pension de famille ou en intermédiation locative, ses effets sont bien trop limités et ne permettent pas d'endiguer la montée du sans-abrisme dans le pays.

Face à la crise, nous refusons toute opposition des précarités et demandons une mobilisation nationale des pouvoirs publics – État et collectivités locales – en lien avec les associations afin que personne ne soit contraint de vivre dehors. Le Collectif appelle à la mobilisation de tous les bâtiments disponibles et adaptés à un hébergement stable et inconditionnel respectant l'intimité

et la dignité des personnes. Cet hébergement doit être associé à un accompagnement social adapté, à une prise en charge médicale souvent indispensable, à une orientation vers les logements disponibles, au renforcement des 115, des maraudes et des accueils de jour, afin de proposer à toutes et tous une solution digne.

Au-delà de ces mesures d'urgence, nous demandons au gouvernement de revoir à la hausse, dès la loi de finances 2020, ses objectifs de production de logements accessibles aux personnes les plus précaires dans le parc social et privé ainsi que les moyens dédiés à l'accompagnement des ménages dans le logement. Nous demandons également une revalorisation et la ré-indexation immédiate des APL ainsi que la mise en place d'un plan ambitieux de prévention des expulsions locatives. **Cette ambition et ces moyens renforcés sont indispensables si le gouvernement veut que le plan « Logement d'abord » soit effectivement et concrètement en capacité de redonner un espoir aux millions de mal-logés et de sans-abri qui ne peuvent plus attendre.**

Contacts presse :

Audrey-Jane Baldi, Responsable du service communication – Fédération des Acteurs de la Solidarité
audrey-jane.baldi@federationsolidarite.org – 06 17 80 03 52

Anne Lambert de Cursay, Chargée des relations médias – Fondation Abbé Pierre
alambertdecursay@fondation-abbe-pierre.fr – 06 23 25 93 79

Lila David, Coordinatrice du Collectif des Associations Unies
ldavid@fondation-abbe-pierre.fr – 01 75 44 74 80

Les 36 associations du Collectif des Associations Unies

Advocacy France
Association Aurore
Association DALO
Association des Cités du Secours Catholique
Association Nationale des Compagnons Bâisseurs
ATD Quart Monde
Centre d'action sociale protestant (CASP)
Collectif National Droits de l'Homme Romeurope
Collectif Les Morts de la Rue
Comité des Sans Logis
Croix-Rouge française
Emmaüs Solidarité
Emmaüs France
Enfants de Don Quichotte
Fédération d'aide à la santé mentale Croix Marine
Fédération des Associations et des Acteurs pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL)
Fédération de l'Entraide Protestante
Fédération Française des Equipes Saint-Vincent
Fédération des Acteurs de la Solidarité
Fédération Nationale des Associations Solidaires d'Action avec les Tsiganes et les Gens du voyage
(FNASAT-Gens du voyage)
Fédération Santé Habitat
Fondation Abbé Pierre
Fondation de l'Armée du Salut
France Terre d'Asile
Habitat et Humanisme
Jeudi Noir
Les petits frères des Pauvres
Ligue des droits de l'Homme
Médecins du Monde
Secours Catholique
SoliHa – Solidaires pour l'Habitat
Union Nationale des Amis et des Familles de Malades Psychiques (UNAFAM)
Union professionnelle du logement accompagné (UNAFO)
Union Nationale des Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes (UNCLLAJ)
Union Nationale pour l'Habitat des Jeunes (UNHAJ)
Union Nationale Interfédérale des Œuvres et Organismes Privés Sanitaires et Sociaux (UNIOPSS)